



9 Mai 2020

## 70<sup>th</sup> ANNIVERSAIRE D'INTEGRATION ET DE PAIX POUR L'EUROPE

La date du 9 mai évoque la naissance du processus d'intégration européenne et a une valeur symbolique significative.

Cette année, nous célébrerons le 70<sup>ème</sup> anniversaire de cette déclaration historique, prononcée le 9 mai 1950, dans le salon de l'horloge du Quai d'Orsay à Paris, par le ministre des Affaires étrangères français de l'époque, Robert Schuman.

Il lançait un nouveau plan européen de coopération dans le domaine du charbon et de l'acier, envisageant ainsi de surmonter la rivalité entre la France et l'Allemagne et a jeté les bases d'une amitié et d'une coopération durables entre les peuples.

En effet, la déclaration de Schuman a été un acte fondateur, par lequel il a non seulement scellé la fin d'une ère de conflit, qui avait duré plus de deux siècles entre la France et l'Allemagne, mais a également marqué le début d'une collaboration profonde qui aura favorisé un processus d'intégration, que les autres États européens rejoindront progressivement.

Le projet d'intégration européenne est donc lancé grâce à cette déclaration.



Schuman déclare ouvertement que la volonté de la France est de mettre de côté toute rancœur envers l'Allemagne, afin de s'engager conjointement dans cette nouvelle voie vers un avenir économique, politique et démocratique.

Lorsque ce projet a débuté au nom de la paix et de la solidarité dans les années 1950, le charbon était la principale source d'énergie. Grâce à cet accord économique sur le charbon et l'acier, cette voie est rendue possible, ainsi que le processus d'intégration entre les nations européennes adhérentes par la création d'une Haute Autorité.

Lorsque Schuman déclara, en fin d'après-midi du 9 mai 1950, qu'il y avait eu la guerre parce que l'Europe n'était pas faite, cinq années seulement s'étaient écoulées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Cette guerre était née de la déchéance du concept de nation en nationalisme, qui idolâtre le pouvoir et la capacité d'affirmation de soi d'un État en lutte avec les autres. Du nationalisme à la guerre, il n'y a qu'un pas, la guerre n'étant pas considérée comme une folie, mais comme une conséquence nécessaire et logique du pouvoir.

Dans cette Europe meurtrie et encore couverte de décombres, Robert Schuman a eu l'audace de transformer le charbon et l'acier, moyen de guerre et de conflit depuis plus de quatre-vingts ans entre la France et l'Allemagne, en un instrument de réconciliation pacifique.

Dans sa déclaration, Schuman annonce que la France et l'Allemagne se sont réconciliées : lui, en tant que vainqueur, tend la main au perdant, afin de se débarrasser de toutes les causes qui ont conduit à la guerre.



Les paroles de Schuman sont très incisives et fortes, quand il affirme que « *La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent.* » et quand il affirme que « *L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait.* ».

Son action courageuse et prévoyante ouvre un avenir radieux pour toute l'Europe, dans laquelle les peuples peuvent se comprendre, afin de mener à bien un travail commun d'unité fondé non seulement sur l'économie, mais sur les valeurs spirituelles et culturelles de l'Europe.

La déclaration Schuman est le document fondateur du processus d'unification européenne. Avec elle, a commencé la construction effective d'une Europe unie et une contribution décisive a été apportée à la réalisation de la paix.

Déjà le 5 août 1943, Jean Monnet, ami et conseiller de Schuman, déclarait : « *Il n'y aura pas de paix en Europe si les États se reconstituent sur une base de souveraineté nationale [...]. Les pays d'Europe sont trop étroits pour assurer à leurs peuples la prospérité [...]. Leur prospérité et les développements sociaux sont impossibles, à moins que les États d'Europe se forment en une fédération [...]* ».

Pour unir l'Europe, la voie de l'harmonisation des différentes économies européennes a été choisie. Grâce à de « *petites réalisations* », pas à pas, il était convaincu de pouvoir atteindre l'unité politique.

Soixante-dix ans après la déclaration Schuman, les grands progrès réalisés par l'intégration européenne sont évidents. Ces développements démontrent clairement la validité du choix fait en 1950 de surmonter la simple coopération intergouvernementale et d'introduire une perspective fédérale dans la politique d'unification européenne.



Bien que des progrès significatifs aient été accomplis dans le processus d'intégration européenne, l'objectif final, 70 ans après, n'a pas encore été atteint. Nous devons donc nous demander si la déclaration Schuman est toujours d'actualité. Cette question doit être posée, car de nombreuses voix contestent et nient aujourd'hui que le processus d'intégration européenne devrait ou puisse nous conduire à la création d'un État fédéral.

De notre point de vue, nous sommes fermement convaincus que la thèse fédéraliste est pleinement d'actualité et que la déclaration Schuman de 1950 conserve encore aujourd'hui des valeurs d'une grande pertinence.

La nécessité d'atteindre l'objectif ultime de la Déclaration, la fédération européenne, reste donc urgente, ainsi que la stratégie du noyau d'avant-garde qu'elle indique est également d'actualité. En effet, Schuman explique que l'Europe ne peut pas se construire d'un coup, mais qu'elle résultera de réalisations concrètes. Cela signifie que tous les progrès possibles doivent être réalisés dans le cadre du traité de Lisbonne, notamment en ce qui concerne le gouvernement économique européen et le rôle international de l'Union européenne.

Il est également nécessaire d'engager, sur la base des pays intéressés, un processus de transition vers une fédération européenne. Cela signifie un transfert de souveraineté à un niveau européen en matière de politique étrangère, de sécurité économique, au moins dans ses aspects généraux, avec l'allocation de ressources financières et de moyens suffisants pour permettre une capacité d'action et de gouvernance adéquate. Il est également nécessaire de prévoir la création d'une Constitution, tout en permettant aux États-membres qui le souhaitent de pouvoir rejoindre ce projet ultérieurement.



En conclusion, il ne faut pas oublier que : de la haine, de la discorde et de la lutte fratricide, Schuman a su faire germer la paix et a transformé l'espoir de millions de citoyens en un acte concret de fraternité.

Cet acte apparaît aujourd'hui comme une évidence et ne pourrait plus être qu'un lointain souvenir si les Européens ne tiraient pas les leçons du 9 mai, soixante-dix ans après.